

VOTE, AUJOURD'HUI, DU PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION

Les votants, les abstentionnistes et les boycottteurs

C'est, aujourd'hui dimanche, au Palais des Nations, que les 606 membres des deux Chambres du Parlement se retrouveront dans une plénière extraordinaire pour le vote du projet de révision constitutionnelle.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un vote dont l'issue favorable ne fait aucun doute tant on est sûr de réunir les trois quarts de voix (455) requises pour le passage du texte. Ne manqueront, en effet, au décompte final, que les voix des boycottteurs et celles des abstentionnistes, à peine une centaine de parlementaires.

Les votants

Il y a d'abord les députés et autres sénateurs du FLN, au nombre de près de 247 (208 députés élus le 10 mai 2012 et 39 sénateurs que le vieux front comptabilise à l'issue du renouvellement partiel des membres du Conseil de la nation, fin décembre dernier, il faudra ajouter les nouveaux arrivés parmi, notamment, les députés qui ont déserté cette kyrielle de

micro-partis sur les listes desquels ils ont été élus.

Autant de voix que le secrétaire général du FLN a promis de compter à l'unité auxquelles il faudra adjoindre celles des députés du frère-enemi, le RND avec ses 69 députés et une trentaine de sénateurs et compter sur les voix des sénateurs.

Aux groupes parlementaires du duo FLN-RND, il y aura également celui du tiers présidentiel au Conseil de la nation, fort de 44 sénateurs à ajouter aux indépendants des deux Chambres du Parlement, généralement acquis aux thèses du pouvoir pour avoir de tout temps fait montre d'une discipline de fer quand il s'agit de soutenir les projets de loi.

Le président de la République pourra également



Vote du projet de révision constitutionnelle.

compter sur les voix des députés d'autres partis gravitant autour du cercle présidentiel, entre autres MPA, ANR, TAJ, El Karama, RA,... Autant de voix, près de 515, qui ne manqueront pas d'être comptabilisées ce

dimanche à la mi-journée, en faveur du projet de révision constitutionnelle.

Les boycottteurs

Dans les rangs des boycottteurs, ceux qui manqueront au

cérémonial de ce matin, il y a les parlementaires du FFS au nombre de 29 (25 députés et 4 sénateurs) et ceux de l'Alliance de l'Algérie Verte (une quarantaine), le groupe parlementaire constitué de 49 députés au lendemain des élections législatives du 10 mai 2012 ayant enregistré une vingtaine de défections, pour la plupart ayant rejoint le TAJ d'Amar Ghoul. Les députés du FJD qui en compte 7, ne feront pas, eux aussi, le déplacement au Palais des Nations.

Photo : D. R.

Les abstentionnistes

Dans la grande salle du Palais des Nations, il y aura également des députés, ceux du PT, 24 desquels il faudra soustraire la dizaine de dissidents qui viennent d'engager une opération de redressement, qui ne voteront pas, le comité central du parti, réuni l'avant-veille en session extraordinaire, ayant opté pour l'abstention.

M. K.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le livre blanc de Benflis rendu public mardi

Le parti des Avant-gardes des libertés rendra public, après-demain, mardi, son livre blanc sur ce qu'il considère être le coup de force constitutionnel de ce dimanche 7 février 2016, en référence au projet de révision constitutionnelle dont la séance de vote se tient ce matin.

L'objectif de cette démarche est «d'informer l'opinion publique des dépassements, des dérives et des desseins inavoués de cette révision constitutionnelle», estime le bureau politique du parti réuni, hier samedi, en session mensuelle ordinaire.

Le parti que dirige Ali Benflis exprime «son grand regret quant au passage en force irréflecté et irresponsable auquel le régime politique en place a cru devoir recourir pour imposer au pays une révision constitutionnelle controversée, diviseuse et foncièrement inutile».

Pour les avant-gardes des libertés, cette constitution révisée a, «au lieu de rassembler et de consolider le consensus autour de la loi suprême de la République, introduit de nouvelles fractures dans la société algérienne ainsi qu'en témoignent abondamment les vastes réactions de doute, de suspicion ou de rejet qu'elle a provoquées au sein des forces politiques et sociales de même qu'au sein des mondes académique et médiatique».

A cela s'ajoute le fait que «ce projet a été, tout au long de son parcours le produit d'institutions notoirement dépourvues de légitimité et de ce fait elle est le produit illégitime d'institu-

tions elles-mêmes illégitimes» en sus du fait qu'elle constitue «une vaine tentative à régler les seuls problèmes du régime politique en place et non de ceux du pays», laissant «sans traitement véritable la crise de régime actuelle qui se manifeste à travers un pouvoir personnel vacant, l'accaparement du centre de la décision nationale par des forces extra-constitutionnelles qui a conduit à leur dislocation et l'illégitimité de l'ensemble des institutions».

Et de considérer que cette Constitution révisée comme «celle d'un régime politique finissant ; pas celle de l'Etat démocratique que l'Algérie attend et à laquelle le peuple algérien aspire», estimant que la Constitution de la République que le pays attend sera l'œuvre d'autorités et d'institutions légitimes et représentatives dans le cadre d'une transition démocratique dont le but sera d'assurer le passage consensuel, ordonné et apaisé d'un personnel en bout de parcours à un Etat de droit bâti conformément aux normes universelles reconnues et admises».

M. K.



Photo : D. R.

Le parti des Avant-gardes des libertés rendra public, après-demain, mardi, son livre blanc.

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

L'Onem pour le maintien de l'article 51 concernant les hautes fonctions de l'État

L'Organisation nationale des enfants des moudjahidine (Onem) est pour le maintien de l'article 51 du projet de révision de la Constitution, exigeant la nationalité algérienne exclusive à ceux voulant briguer des fonctions supérieures de l'Etat, a indiqué samedi à Skikda son secrétaire général.

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une rencontre régionale visant l'explication de l'ossature de la nouvelle Constitution, Mebarek Khalfa a affirmé que

l'Onem demande au Parlement avec ses deux chambres, les représentants du peuple et tous ceux qui ont rapport avec le projet de la révision constitutionnelle «de maintenir l'article 51 tel qu'il est et de ne pas le toucher définitivement».

Reconnaissant les contributions des Algériens porteurs de plusieurs nationalités durant la guerre de Libération nationale, il a indiqué que «cette catégorie d'Algériens n'a pas été privée de postes, sauf pour certaines fonc-

tions qui seront conditionnées par des critères exceptionnels».

L'article 51 du projet de la Constitution, qui a été approuvé par le Conseil des ministres, stipule que «l'égal accès aux fonctions et aux emplois au sein de l'Etat, est garanti à tous les citoyens, sans autres conditions que celles fixées par la loi».

La nationalité algérienne exclusive est requise pour l'accès aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques».

L'Onem a plaidé pour que la nouvelle Constitution soit «consensuelle rassemblant les systèmes présidentiel et le parlementaire», a rappelé le même responsable, qualifiant le projet de Constitution de "signal de bonne augure dans la mesure où il a, entre autres, séparé entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, donné des droits à l'opposition et a également donné à la langue amazighe le statut de langue nationale».

(APS)